

PREFET DE
LA SEINE-SAINT-DENIS

Direction du Développement Durable
et des Collectivités Locales
Bureau de l'environnement
DDDCI/BF/LV
Dossier n° 93 B 29 00038 A

Arrêté préfectoral de mise en demeure et de suspension N° 2012-2366
du 13 août 2012 relatif à l'exploitation d'une station de transit de déchets
par la société Environnement 93
sise 13, allée de Lisbonne à Les Pavillons-sous-Bois

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, plus précisément le titre I^{er} «Installations classées pour la protection de l'environnement», et notamment l'article L. 514-2 ;

Vu les activités exercées par ladite société classables sous la rubrique suivante :

2716-1 ; Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³.
(Autorisation)

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 10 juillet 2012 proposant de mettre en demeure la société Environnement 93 pour l'exploitation d'activités classables sans autorisation et de suspendre l'exploitation ;

Vu le procès verbal dressé le 10 juillet 2012 par l'inspecteur des installations classées à l'encontre de la société Environnement 93 ;

Considérant que lors de ses investigations, l'inspection des installations classées a constaté que la société Environnement 93 exploite des activités classables sans avoir fait l'objet d'une demande d'autorisation ;

Considérant que ces activités exercées sans précaution peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il est urgent de régulariser ces activités compte tenu du stockage à l'air libre de déchets et des risques de pollution pour l'environnement (brûlage, poussières) ;

Considérant que la gestion anarchique de cette exploitation expose les ouvriers à des conditions de travail dangereuses ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

ARRETE

Article 1^{er} : La société Environnement 93 sise 13, allée de Lisbonne à Les Pavillons-sous-Bois, dont les installations sont classables sous la rubrique suivante :

2716-1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³. (Autorisation)

est mise en demeure de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier de demande d'autorisation d'exploiter une installation classée conforme aux articles R. 512-2 et suivants du code de l'environnement dans un délai de **3 mois**.

Les activités (tri, stockage des déchets de chantiers de démolition et autres résidus urbains) sont suspendues jusqu'à l'obtention de la décision relative à la demande d'autorisation.

Article 2 : Pendant la suspension de fonctionnement, conformément à l'article L. 514-3 du code de l'environnement, la société est tenue d'assurer au personnel affecté à cette activité le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié au siège social de la société Environnement 93 sis 1, avenue Marx Dormoy à Bondy (93140), par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 4 : En cas d'inobservation, par l'exploitant, des dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues au chapitre IV du code précité, relatif au contrôle et contentieux des installations classées.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera adressée au maire des Pavillons-sous-Bois pour information.

Article 6 : *Voies et délais de recours* (article L. 514-6 du code précité) :

la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil

1/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de **deux mois** qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié.

2/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 dans un délai d'**un an** à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six

mois après la publication ou l'affichage dudit arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le sous-préfet chargé de mission et de l'arrondissement chef-lieu, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

